

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

JEUDI 29
JUILLET 1976

Suisse 1 FS • Belgique 15 FB

Christian Ranucci assassiné hier, à l'aube

GISCARD-LA-MORT

En laissant « la justice suivre son cours » et le bourreau trancher la tête de Christian Ranucci, Giscard d'Estaing a scellé hier le pacte du sang, ce pacte qui lie les hommes politiques dépositaires du droit de grâce aux prétendues nécessités de la raison d'Etat.

Ils ne manqueront pas ceux qui souligneront le cas de conscience du libéral devant la décision surhumaine. Nous ne sommes pas de ceux-là. Nous savons que l'exécution de Ranucci a été un crime. Ceux qui l'ont ordonné ne se laveront pas les mains en agitant le cadavre d'une pauvre fillette horriblement assassinée.

La machine qui vient de sinistrement hoqueter n'est que la conséquence logique de la situation politique que nous connaissons. Depuis l'élection de Giscard, la France est en campagne électorale permanente. Elle est aussi en permanente campagne de sécurité. L'une est le corollaire de l'autre. Mal élu, toujours à la limite de la déqualification, Giscard avait-il un meilleur moyen de souder un consensus que de s'appuyer sur les réflexes et les fantasmes les plus rétrogrades ? L'appel à l'inconscient ne connaît pas les mêmes frontières de classe que les programmes politiques, surtout lorsque les partis ouvriers refusent de se battre sur ce terrain. Voilà l'origine de cette campagne sur la sécurité qui, depuis deux ans, n'a cessé de désigner des boucs émissaires, tour à tour les « étrangers », les « jeunes-à-cheveux-longs-fumeurs-de-hasch », les « repris-de-justice-récidivistes », les kidnappeurs d'enfants enfin.

Christian Ranucci était le supplicé idéal. Son procès intervint quelques jours à peine après l'arrestation de Patrick Henry accusé d'un crime similaire à Troyes et condamné, avant même d'être jugé.

L'exécution de Ranucci n'est qu'un des points d'orgue d'une campagne qui en connaîtra d'autres. Certains sont probablement déjà programmés au rythme des campagnes électorales des difficultés planifiées de la conjoncture. D'autres seront fournis à la demande si la nécessité s'en fait sentir. Le gouvernement possède pour cela des réserves : quatre condamnés à mort sont pour le moment dans l'attente d'une décision définitive. L'un d'eux a été condamné pour le meurtre d'une fillette de dix ans qu'il avait tenté de violer. Georges Marion



(voir nos informations page 4)

LE JOUR OU LA CHINE A TREMBLE...

Pekin, et sans doute d'autres régions proche de l'épicentre du tremblement de terre, ont été secouées par de violents chocs sismiques. Le correspondant AFP a dû à plusieurs reprises interrompre la transmission de dépêches pour bondir hors du bureau situé dans un immeuble de 15 étages qui oscille comme un pendule à chaque secousse.

La terre a de nouveau tremblé en

Chine dans la nuit de mardi à mercredi. Le seisme, d'amplitude 8 à l'échelle de Richter, le plus fort enregistré dans le monde depuis 1964, a ébranlé la région de Pekin. L'épicentre du tremblement de terre est situé dans la région industrielle et minière dense de Tang Shan, à 160 kms au sud ouest de Pekin et à environ 70 kms de la ville de Tient-sin

suite page 2

LE MANDAT DU CIEL

Dans la Chine impériale, les dynasties tenaient leur autorité du « Mandat du ciel ». Quand la dynastie devenait trop corrompue et incapable d'assurer la sécurité, le maintien en état des réseaux d'irrigation, etc sa chute était proche. Les signes avant-coureurs du retrait du « Mandat du ciel » étaient des catastrophes naturelles : inondations, mauvaises récoltes, famines et des émeutes paysannes. La dynastie n'était plus légitime et une révolte paysanne plus importante pouvait l'emporter établissant une nouvelle dynastie sans toucher au

système impérial.

Aujourd'hui, à l'approche de la mort de Mao, il semble que des inquiétudes apparaissent dans certaines couches de la paysannerie chez lesquelles cette conception millénaire du monde n'a pas encore disparu. Craintes s'appuyant sur la pluie de météorites en mars dernier dans la région de Kirin et les deux tremblements de terre du Liaoning l'année dernière, et du Yunnan cette année.

Le « Quotidien du peuple » avait fait état de ces craintes. Le tremblement de terre d'hier ne peut que les accentuer.

LE PC ESPAGNOL SORT DE L'OMBRE

• A l'ouverture de la session du Comité central qui se tient à Rome, Carrillo annonce que le PCE, bien qu'illégal, va sortir de la clandestinité

Le Parti Communiste Espagnol abandonne officiellement la clandestinité. C'est ce qu'a annoncé à Rome Santiago Carrillo à l'ouverture des travaux du Comité Central du P.C.E. « Malgré l'illégalité nous sommes décidés à abandonner la clandestinité pour montrer au pays notre volonté d'agir au grand jour et de nous soumettre au verdict de l'opinion publique » a-t-il encore ajouté.

La présidente du Parti, Dolores Ibarruri, « la Pasionaria » a réaffirmé le caractère original et national du PCE : « nous sommes un parti espagnol qui n'obéit à aucune discipline internationale ». Elle a exprimé l'espoir que le prochain C.C. du PCE se tienne à Madrid.

Santiago Carrillo n'a pas exclu la possibilité que les forces d'opposition puissent engager le dialogue avec l'actuel gouvernement, la condition préalable d'un tel dialogue étant l'abrogation de l'actuelle loi sur les associations politiques qui interdit la légalisation du PCE. Il a ensuite énuméré les points sur lesquels « l'opposition ne peut se permettre de céder » :

- la constitution d'un gouvernement provisoire de réconciliation nationale où seraient représentés tous les groupes de la droite et de la gauche,

- l'ouverture d'une période cons-

tituante et la convocation d'élections pour une Assemblée,

- l'amnistie générale pour tous les délits politiques, y compris les prétendus crimes de « terrorisme »,
- la constitution de gouvernements autonomes de Catalogne, au pays basque et en Galice, sur la base des statuts historiques.

Cette réunion du CC du PCE est annoncée par toute la presse espagnole. Même l'organe du Mouvement National publie une photo de la « Pasionaria » accueillie par Marcelino Camacho. C'est la première fois que Camacho confirme son appartenance au PCE et à sa direction.

Cette décision du PCE de sortir de la clandestinité avant même d'être légalisé n'interviendra peut-être pas avant la rentrée de septembre, mais elle est la suite logique d'une série de « faits accomplis ». Pendant l'agonie même du Caudillo, des groupes massifs de militants du PCE avaient entrepris de distribuer dans certains établissements publics de la capitale leurs publications. De plus en plus apparaissent au cours des manifestations les mots d'ordre sinon des banderoles communistes (cf le reportage d'A. Grau à Barcelone). Il y a quinze jours, le PC catalan distribuait ses premières cartes d'adhérent.

(suite page 2)

POLOGNE

La suite de nos documents

UN REPORTAGE SUR LES MANIFESTATIONS A PXOCK

Jusqu'à la fin juin, les habitants de Radom et les voyageurs qui se trouvaient dans le quartier de la gare purent voir des dizaines de jeunes ensanglantés qui sortaient du commissariat de police. Certains avaient du mal à se déplacer, d'autres tentaient de cacher leurs blessures sous des chemises rougies par le sang. Début juillet, certaines entreprises travaillaient toujours au ralenti. Plutôt que d'avoir maté les travailleurs, la répression a eu l'effet inverse. En quelques heures, la politisation de la population a fait des pas de géants. La prise de conscience de la force immense de la classe ouvrière, de son rôle d'avant-garde a été perçue par ceux-là mêmes qui, auparavant, les niaient, au mieux n'en avaient pas conscience : « On n'en a que foutre de Sakharov et de Soljenitsyne, nous on a la classe ouvrière ».

La solidarité de classe des travailleurs des autres régions de Pologne n'a pas été un vain mot. Fin juin, les dockers de Szczecin qui chargeaient un convoi de bois pour une usine de meubles de Radom ont écrit en énormes lettres blanches sur les wagons : « Radomiens, la population de Szczecin est avec vous ! » Dans tout le pays, les véhicules immatriculés à Radom étaient applaudis par la population qui leur offrait souvent des fleurs ou des cadeaux.

Lire page 3

ESPAGNE

Le festival de la chanson catalane près de Barcelone

L'APPRENTISSAGE DE LA LIBERTE

70 000 personnes ont assisté samedi dernier au Festival de la Chanson catalane de Canet près de Barcelone.

Créés en 1971, les « 6 heures de Canço » du Canet, cette station balnéaire à 50 km de Barcelone, sont devenues un événement culturel et politique qui rassemble les foules. Car ce festival a su faire l'expression fidèle du mouvement de la « Nova Canço », cette chanson populaire catalane qui, en quelques années, est devenue le porte parole engagé de la conscience nationale de tout un peuple opprimé, défenseur de sa langue et de sa culture. La Nova Canço est devenue l'expression consciente des pays catalans en lutte pour leur libération.

Un impressionnant dispositif de gardes civils, en tricorne et l'arme au pied, canalise piétons et voitures vers le lieu du festival : le « Pla d'en Sala », un immense champ clos de plusieurs hectares. On ne l'atteint qu'après une longue marche de plusieurs km. A la barbe des flics, les premiers stands improvisés appa-

raissent, comme un défi : emblèmes catalans de toute sorte, portant parfois le sigle des commissions ouvrières ou « Amnistie-liberté-statut d'autonomie », petites bougies multicolorées, posters des différents chanteurs et affiches du mouvement des femmes y sont vendus.

A 19h, nous franchissons enfin,

au coude à coude, les hautes palissades ; là le spectacle est grandiose, haut en couleurs, émouvant : une foule libre heureuse, fraternellement rassemblée de plusieurs milliers de personnes, conscientes qu'elles vivent un moment aussi privilégié qu'éphémère, une liberté de quelques heures sur quelques hectares.

Il y a peu de stands au total, mais tous sont significatifs : celui de « Motor-Iberica-solidarité ! » où les grévistes expliquent leur lutte, qui en est au 81^e jour ; plus loin il y a un stand de la « Convergence Démocratique de Catalogne » avec des bouquins, des brochures de formation. Un autre encore, informant sur la lutte du peuple sahraoui et du Front Polisario.

Au pied de la scène sont tendues de grandes banderoles : « Amnistie sans exclusives », « Autodétermination, amnistie et liberté ».

Un apprentissage fiévreux de la liberté

Les drapeaux sang et or du peuple catalan éclatent partout, frappant le fronton du gigantesque podium central « flottant sur tous les stands onduant au dessus de tous les groupes ». S'y mêlent les bannières rouge-vert-blanc d'Euzkadi, les drapeaux rouges et les drapeaux noirs et les banderoles de la quasi totalité des groupes politiques : USO (syndicat chrétien), PSUC (PC catalan), PSAN, LCR ETA VI, LC, Parti du Travail, Bandera Roja. C'est une succession ininterrompue de cris, de chants, de slogans hurlés poings levés, de « vivas » (« vive la Catalogne libre ») et de « Gorra ! » (« Gorra Euzkadi askatuta ») massivement repris dans des farandoles monstres qui parcourent l'enceinte. Pendant trois grandes heures, tous les groupes culturels et politiques rivalisent par la voix et le geste d'initiative, de pugnacité dans une étonnante « diversité unitaire », sans exclusive aucune... L'impression est celle d'un apprentissage brouillon, fiévreux et enivrant d'une liberté qu'il est possible d'arracher et d'imposer dans un avenir proche.

Au cœur de l'enceinte, un groupe compact s'est formé derrière sa banderole « PSUC-40 années de luttas » et martèle longuement « PSUC, PSUC, PSUC, 40 années de lutte », « Ici l'on voit, ici l'on sent la force du PC » et puis « Dolores, Carrillo le peuple est avec vous ».

Les JC françaises sont là aussi : « Giscard démission, le peuple ne veut pas de toi ». Plus loin résonne le « Union Action, Autogestion » des anars, ou « Vive la 4^e Internationale ».

10 h, la nuit est là, le podium s'illumine, le festival commence. Le terre-plein est tapissé d'une foule compacte fraternellement assise, partageant duvets, sandwiches et boissons. Nous sommes 70 000.

70 000 poitrines qui reprennent en cœur certains couplets, applaudissent à chaque temps fort d'émotion ou demandent à Pere Tapies ou Raimon une autre chanson, pas comme on le demande à une idole, mais bien à un frère : ils sont appelés en chœur, doucement, par leur prénom. L'assistance reste attentive et une chanson particulièrement « machiste » des « Trin-cas » est huée.

Il n'y a pas d'idole mais un échange passionné entre un peuple et les portes paroles de la chanson populaire catalane. C'est ainsi qu'il faut interpréter l'ovation rendue à Raimon par les 70 000 participants, debout et entonnant avec lui « Somu » (« nous existons !... ») vers les 5 heures du matin, à la douce et fragile lumière flottante de milliers de bougies tenues à la main.

« Nous existons !... » répété 70 000 fois à l'écho, prenait le sens d'un clair défi contre la dictature couronnée, au lendemain de l'interdiction de la manifestation pour l'amnistie à Barcelone.

Arthur Grau

● C'est devant une salle archicomble que s'est tenu lundi soir au 44 rue de Rennes le meeting de la LCR-ETA VI, organisation sympathisante de la IV^e Internationale en Espagne. Deux interventions particulièrement remarquées : l'analyse de la conjoncture politique en Espagne et les propositions des marxistes révolutionnaires face au programme de collaboration de classe de la coordination démocratique, et le rapport sur le mouvement des femmes qui a souligné l'audience des initiatives du mouvement autonome des femmes en Espagne. A souligner aussi l'intervention d'un dirigeant ouvrier de Barcelone, membre de la Liga Comunista, elle aussi organisation sympathisante de la IV^e Internationale.

CHINE

TREMBLEMENT DE TERRE

(suite de la page 1)

Les autorités chinoises n'ont pour l'instant donné aucune indication sur le nombre des victimes et l'ampleur des dégâts. Selon les déclarations d'étrangers en voyage en Chine, Tsientsin (4 000 000 d'habitants) aurait été sérieusement touché par le seisme. L'immeuble de 7 étages dans lequel se trouvait Whitlaw, ancien, premier Ministre australien et sa femme a été littéralement coupé en deux par le tremblement de terre. Les dégâts semblent importants mais la population, bien que choquée reste calme. Aucun signe de panique ne pouvait être relevé et déjà beaucoup de miliciens travaillent dans les rues à l'organisation des réparations en liaison avec des membres des comités de quartiers, mettant en exécution les plans prévus en vue de ce genre de catastrophes.

Ce seisme semble ne pouvoir être comparé, au niveau de son ampleur, qu'avec celui qui, détruisit San Francisco en 1906 provoquant la destruction des constructions même en ciment armé et l'apparition d'énormes crevasses. Celui qui vient d'ébranler la région de Pekin est donc une terrible catastrophe et il est quasiment certains que le nombre de victimes sera très important, si l'on en juge par les dégâts causés à Tsientsin, située pourtant à 70 Kms de l'épicentre.

La méthode chinoise de prévision des seismes, qui avait permis de réduire considérablement le nombre des victimes lors du tremblement de terre qui avait touché le Liaoning en 1975 en évacuant longtemps à l'avance la population, semble cette fois pris en défaut.

Cette méthode, élaborée depuis la révolution culturelle, « marche sur deux jambes » contrairement aux méthodes occidentales qui n'utilisent que les appareils d'observations classique de détection des signes avant coureurs des seismes (observation des mouvements du sol le long des failles, du champ magnétique et du champ électrique), et de l'autre la participation active de la population (observations innombrables du comportement des animaux sauvages et domestiques, serpents, souris, etc..., du niveau de l'eau dans les puits et de sa clarté, débit des sources, etc...). Pendant ce temps les populations sont tenues au courant, engagées à prendre des mesures de précaution, d'évacuation, etc...

F. Carlier

ARGENTINE

UN TEMOIGNAGE

Nous publierons dans notre édition de demain l'interview accordée à Rouge par le représentant pour l'extérieur du BP du PRT, Julio Cesar Santucho. Nous publions aujourd'hui une correspondance reçue de Mendoza, qui évoque la mort de Mario Roberto Santucho.

« Autour d'une dépêche »

L'arrivée en avion à Mendoza offre un spectacle magnifique. La ville située sur un plateau est dominée par l'immense barrière rectiligne de la cordillère des Andes. Derrière le premier massif, on aperçoit les neiges de l'Aconcagua qui culmine à 7 000 mètres.

En sortant de l'avion, le spectacle reste impressionnant, mais pour des raisons différentes : quatre soldats braquent sur nous le canon de leurs mitrailleuses. Dans le centre de la ville, la situation est normale. Avenue San Martin, devant le siège d'un journal local, un attroupement s'est formé. Une dépêche vient d'être écrite à la craie. Sous le titre « Le commandement de l'armée communique », on peut lire : « Grace aux informations d'un voisin, les forces de sécurité ont essayé d'investir un appartement à Villa Martelli ; après qu'elles se soient affrontées par balle, a été trouvé mort Mario

Roberto Santucho. Le délinquant subversif Mario Roberto Santucho s'était enfui trois fois de prison. La troisième en 1972, il détourna un avion à Trelew (NDLR : où les militaires fusillèrent les 22 prisonniers qu'ils reprirent) et passa au Chili où Salvador Allende lui permit de se rendre à Cuba. De là, il revint pour diriger la subversion. »

Des gens de tous âges lisent et relisent la dépêche. Personne ne fait le moindre commentaire. Au coin de la rue, trois petits cireurs de chaussures se disputent pour essayer de m'offrir leurs services. Leur nombre ne cesse de croître depuis un certain temps. Qu'importe. Ce qui compte, comme le titrent les journaux de Buenos Aires c'est qu'« Un coup décisif vient d'être porté à l'extrémisme ».

Antonio V.

ITALIE La DC forme un cabinet minoritaire homogène

Le PCI et la Démocratie-chrétienne sont parvenus à un accord du même type que celui qui avait conduit à l'élection d'un membre du PCI, Pietro Ingrao, à la Présidence de la Chambre des députés. Comme ils le désiraient, les communistes ont donc obtenu la présidence de la commission des finances à la Chambre et du budget au Sénat, ainsi que celles des affaires constitutionnelles, des travaux publics et des transports (à la Chambre), de l'agriculture et de la santé (au sénat). Mais ils restent encore écartés de ce que la bourgeoisie considère comme ses secteurs clés, à savoir l'intérieur, la défense et les affaires étrangères, toujours entre les mains de la DC qui, au bout du compte, ne perd le contrôle que d'une seule commission par rapport à la précédente législature.

Du coup, la direction de la DC a donné le feu vert au Premier ministre pressenti, Giulio Andreotti, pour constituer un gouvernement mino-

ritaire DC « homogène » qui a de grandes chances de ne pas passer le cap de l'investiture à la Chambre, à moins d'obtenir l'abstention du PCI.

En effet, la DC, avec ses 262 sièges, est loin de la majorité arithmétique des 315 députés. Le véritable gouvernement pourrait, lui, résulter plus tard des interminables tractations entre la DC, ses anciens partenaires du centre-gauche (socialistes, républicains et sociaux-démocrates) et du PCI. Un PCI qui continue de réclamer la constitution d'un gouvernement « d'urgence », toutes positions politiques confondues à l'exclusion du MSI-DN (néo-fasciste) et de l'extrême-gauche. En attendant, il est probable que les communistes choisiront l'abstention pour ne pas retarder plus longtemps la résorption de la crise née de l'intransigeance de la DC, lui demandant en revanche, ô grandeur du parlementarisme, qu'elle accepte de leur en faire la demande !

LIBAN

UN ACCORD LOIN DE REALISER L'UNANIMITE

Après le cessez le feu de la semaine dernière qui n'a duré que quelques heures, un nouvel accord syro-palestinien a été proposé à l'ensemble des belligérants. Il prévoit bien entendu un arrêt des combats. Celui-ci serait supervisé par un comité libano-syro-palestinien. De plus une réunion de toutes les organisations libanaises ayant participé aux affrontements devrait se tenir pour arriver à un arrangement politique.

Mais dès sa présentation, le projet a été rejeté ou a provoqué des réticences de certaines parties. Le Front du Refus, regroupant les organisations palestiniennes opposées aux solutions impérialistes du conflit du moyen-orient, dénonce tout texte ne mentionnant pas explicitement la nécessité du retrait immédiat sans condition des troupes

syriennes. Pour la gauche libanaise les critiques semblent se limiter au simple fait que les discussions prévues se dérouleraient sous la présidence de Frangié et non de son successeur déjà élu, Elias Sarkis.

La base des propositions syro-palestiniennes rend à priori difficile la mise en place d'un cessez le feu. Mais un autre élément intervient également dans ce sens. Des incidents ayant provoqué la mort d'une dizaine de miliciens se sont produits à Joumié, capitale du Liban chrétien. Des combattants du Parti National Libanais, deuxième formation militaire réactionnaire, se sont opposés à des phalangistes, la principale organisation chrétienne. Même si les dirigeants des deux organisations se sont réunis d'urgence pour condamner les responsables des tirs, cette altercation

traduit des sensibilités différentes qui sont apparues ces dernières semaines. Camille Chamoun, dirigeant du PLN a adopté un ton beaucoup plus intransigeant que son homologue des Phalanges, Pierre Gémayel. Même s'il ne s'agit que d'un partage des tâches entre ceux qui déclarent « vouloir négocier » et ceux « démontrent sur le terrain » que la résistance et la gauche doivent faire toutes les concessions si elles ne veulent pas être détruites ; les militants moins au fait des subtilités diplomatiques sont prêts maintenant à régler le différent par les armes. Tant que cette division entre combattants ne sera pas résolue, les leaders chrétiens n'engageront sans doute aucun processus sérieux de négociations.

R.B.

« Qu'est-ce qu'on en a à foutre de Soljenitsyne et de Sakharov... Nous, on a la classe ouvrière »

Un manifestant de Radom

POLOGNE

LES PROCES

plusieurs milliers d'arrestations, au moins mille incarcérations dans l'ensemble du pays ; des milliers de travailleurs sanctionnés, rétrogradés avec diminution de salaire, des centaines de blessés à des degrés divers ; des procès en cascade, tel est le bilan de la vague de répression engagée par la bureaucratie contre le mouvement ouvrier polonais, après les grèves du vendredi 25 juin.

A Ursus, Radom, Plock, la milice a arrêté massivement dès le vendredi soir les travailleurs qui manifestaient en même temps que de simples passants.

Le samedi matin, la police procédait à une nouvelle vague d'arrestation, mais cette fois à domicile, sur la base des photos prises au cours des événements. On estime qu'il y aurait eu au total plus de 600 arrestations pour la seule ville d'Ursus, plusieurs centaines d'autres à Radom et un peu moins à Plock. Si certains travailleurs ont été rapidement relâchés, des centaines d'autres sont encore détenus aujourd'hui. A Radom, un camp de prisonniers politiques, entouré de barbelés, a été construit dans les environs de la ville immédiatement après les événements. De nombreux travailleurs arrêtés ont été transférés peu après dans la prison de Bialystok, une ville située à 300 kms à l'est de Radom.

Les « Kolegia Orzekajace » sont des tribunaux administratifs de flagrant délit. Ce sont eux qui ont été chargés de juger sommairement les « manifestants » dès leur arrestation.

Théoriquement ces tribunaux administratifs ne peuvent que prononcer des peines légères, quelques mois de prison au maximum. Mais il est à craindre que des procès plus importants soient préparés contre des travailleurs, déjà condamnés par ces tribunaux administratifs.

Vidés de l'entreprise

Le licenciement est le sort commun de tous ceux qui sont entrés en lutte. A Ursus, environ 1 000 travailleurs ont été mis à pied pour trois mois. Après ce trimestre sans salaire, ils pourront être réintégrés à Ursus ou dans une autre entreprise, mais avec une qualification, et donc un salaire inférieur. A la raffinerie de Plock, quelques 150 travailleurs ont connu le même sort, tout comme 30 ouvriers d'une entreprise de machines agricoles de la même ville. Et cela n'est peut-être qu'un début.

Des procès ont déjà eu lieu à Varsovie, pour sept travailleurs d'Ursus et Radom pour six travailleurs de la ville.

Mais d'autres sont actuellement prévus, notamment pour neuf travailleurs d'Ursus puis pour ceux de Plock. Des bruits courent sur ces procès baclés, instruits en secret, avec des condamnations extrêmement lourdes. On parle avec persistance de condamnations à 25 ans de prison pour certains des travailleurs de Radom. La bureaucratie semble décidée effectivement à accentuer la répression et à faire des exemples. La sévérité du verdict lors du procès des travailleurs de Radom, le confirme amplement.

- Zigmunt Zabrowski : 10 ans de prison ; 10 ans de privation des droits civiques ; à sa sortie de prison, il sera placé dans un « Centre de réadaptation sociale » pour une durée indéterminée.

- Ryszard Gnidzien : 9 ans de prison ; 7 ans de privation de droits civiques ; et placement dans un « Centre de réadaptation sociale » pour une durée indéterminée.

- Tadeusz Mitaz : 8 ans

- Wojciech Mitak : 6 ans

- Stanislaw Goska : 5 ans

- Henryk Bednarczyk : 4 ans

Que sont ces « Centres de réadaptation sociale » ? Tout le monde l'ignore, c'est la première fois qu'ils font leur apparition :



La statue de Lénine à Norva Hura (Haute Silésie)

Drapeaux rouges en tête et Internationale

Plock. Une ville de plus de 87 000 habitants située dans une « voievodi » (1) à dominante agricole. Mais Plock, c'est aussi une ville jeune, l'un des plus gros complexes pétrochimiques de Pologne, avec une importante concentration ouvrière.

A la raffinerie, les discussions ont commencé très tôt le matin. L'augmentation des prix était attendue, mais à ce point, c'est trop ! Les travailleurs tirent le bilan : l'augmentation des prix va provoquer une baisse importante de leur niveau de vie ; la compensation proposée par le gouvernement est dérisoire et favorise les gros salaires. Il faut exiger que la compensation soit égale pour tous.

Petit à petit, la tension est montée. Quelques travailleurs sortent des ateliers, bientôt suivis par d'autres. Maintenant, ils sont cent, peut être cent cinquante devant les portes des bureaux de la direction. Ils discutent entre eux, attendant qu'on les reçoive. Mais personne ne vient. Plus ils attendent, plus ils sont nombreux.

Finalement, le directeur apparaît. Les travailleurs lui expliquent leurs revendications. Le directeur veut prendre la parole. On lui apporte un tonneau pour qu'il puisse monter dessus.

- Camarades...

- Tes camarades ne sont pas ici, lui rétorque un travailleur.

- Citoyens... Suit un long discours qui peut cependant se résumer en une phrase : « Je vous ai compris, maintenant reprenez le boulot ».

Départ en manifestation

Pendant le discours, les rangs se sont encore grossis. L'appel à reprendre le travail provoque des mouvements d'humeur dans la foule. Le directeur retourne en toute hâte dans ses bureaux. Maintenant tous les ateliers sont au courant.

Que faire ? Certains retournent dans les ateliers pour discuter.

La décision de manifester a été prise. Tous les travailleurs ne suivront pas, mais tant pis... En route vers le centre ville, les rangs de la manifestation se grossissent de nouveaux arrivants. Ils sont maintenant plus de 1 500 à défilé, drapeaux rouges au vent et chantant l'Internationale.

A la porte des boutiques, les queues sont importantes. Des manifestants sortent des rangs pour appeler les gens à se joindre à eux. Le cortège se dirige vers le siège du comité de Parti. Pour le moment la milice reste discrète et n'intervient pas.

Les mesures annulées

Ils sont arrivés devant le siège du Parti. L'Internationale retentit à nouveau. Comme ça, les choses sont claires. Une délégation a été désignée pour aller chercher le secrétaire du comité. Dès son arrivée, les travailleurs forment leurs revendications. Petit discours du secrétaire qui annonce qu'il transmettra à Varsovie, mais qu'il faut reprendre le travail.

Les manifestants sont déconcertés. Faut-il rester devant le siège du parti ? Faut-il partir ? Mais pour quoi faire ? Certains commencent à quitter les rangs, mais la plupart resteront jusqu'à 20 heures, au moment où un militant du parti sort du siège et explique que les mesures sont annulées.

Pourtant les travailleurs qui ne sont pas au courant du discours de Jarosewicz à la télévision ne le croient pas. La présence plus insistante des flics leur fait penser à une provocation. Du coup le militant du parti se fait un peu malmener, une voiture de la milice est renversée.

Mais la nouvelle est confirmée par de nombreux habitants qui ont suivi le discours à la télé. Aussi les manifestants décident-ils de retourner chez eux.

Les choses se sont passées de peu près de la même façon dans toutes les entreprises de la ville. A l'entreprise de Machines Agricoles, l'une des plus grosses boîtes de la ville, les travailleurs qui sont dans l'ignorance de la manifestation de

leurs camarades de la raffinerie, ont décidé d'une manifestation en direction de la caserne. Là aussi drapeaux rouges et l'Internationale sont de rigueur.

Devant la caserne les slogans fusent. « L'armée avec la Nation ». « L'armée avec nous ». « L'armée avec le peuple ». Mais, à l'intérieur de la caserne, on reste silencieux. Alors la manifestation repart en direction du centre ville. Les vitrines de certains magasins d'alimentation supportent mal le passage de la manif. Aucun vol pourtant ne sera commis. Ils arrivent devant le siège du parti au moment où l'autre manifestation se disperse. Ils rentreront aussi.

Une bande de 200 jeunes déferlent

Dans la soirée une troisième manifestation devait avoir lieu. Mais sans travailleurs cette fois-ci. Vers 22 heures, alors que les manifestants de l'après-midi se sont dispersés depuis longtemps, 200 Jeunes déferlent sur la ville, saccageant tout sur leur passage, brisant les vitrines et pillant les magasins. D'où viennent-ils ? Qui sont-ils ? S'agit-il d'une bande de « gitowcky », ces loubards polonais qui s'évissent dans certains quartiers des grandes villes, comme à Varsovie ? Mais alors ce serait la plus grande bande qu'on ait jamais vue.

Quand bien même : comment ont-ils fait pour arriver au centre, alors qu'il était censé être bouclé par la milice ? Pourquoi la police n'est-elle intervenue qu'après le pillage et le plus souvent en douceur ? Pourquoi les passants qui osaient poser à haute voix ces questions se sont-ils fait tabasser par la milice ?

Autant de questions que se posaient les habitants de Plock au lendemain de cette nuit sauvage. Surtout quand ils apprennent qu'aucun de ces manifestants n'avait été arrêté. Alors même que les arrestations se faisaient de plus en plus nombreuses parmi les travailleurs de la raffinerie.

(1) département

LE PROCES DES SEPT D'URUSUS

Le procès des 7 d'Ursus constitue une véritable machination politique qui rappelle singulièrement celles de l'ère stalinienne. Alors qu'il était officiellement public, le procès s'est en fait déroulé à huis clos. Seule la famille la plus proche - épouse ou parents - a pu pénétrer dans la salle d'audience. La milice tenait à bonne distance tous ceux qui n'étaient pas autorisés à suivre les débats. A l'exception des familles, seuls les journalistes du POUF (1) munis d'une autorisation émanant directement du gouvernement furent acceptés dans la salle.

A l'intérieur, l'atmosphère était, dit-on lugubre. Le procureur de la république, Mme Bardon, fit un réquisitoire extrêmement sévère, demandant la peine maximum. Il est vrai que la bureaucratie pouvait se reposer sur elle, en toute quiétude : Mme Bardon n'en est pas à son premier procès politique. Du temps de Staline,

elle officiait déjà, et avait été chargée à plusieurs reprises de réclamer la peine capitale. Lors du procès dit des « alpinistes », en 1969 accusés d'avoir introduit dans le pays la revue d'opposition de l'immigration, « Kultura », par la Tchécoslovaquie, elle avait, là aussi réclamer la peine maximum contre les accusés, avec une telle agressivité que la presse internationale l'avait littéralement ébrillée.

Les avocats de la défense, bien entendu nommés d'office par le gouvernement, se contentèrent d'expliquer que certains des accusés avaient, un jour, pris un coup sur la tête, et que depuis, d'autres encore, étaient selon eux en état d'ébriété.

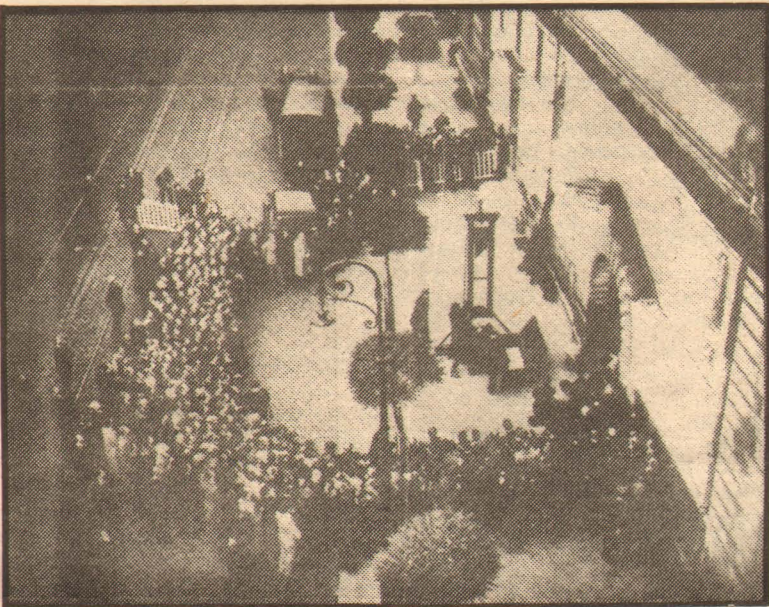
« La milice a-t-elle le droit de nous frapper, de se servir de matraques ? » voulut demander l'un des accusés, qui n'obtint pour toute réponse qu'un appel à l'ordre l'enjoignant de se taire.

(1) Parti communiste polonais

L'assassinat de Christian Ranucci

MORT POUR DES SONDAGES

Hier matin, à 4 h 13, Christian Ranucci a été guillotiné à la prison des Baumettes à Marseille. Condamné à mort le 10 mars dernier pour le meurtre d'une fillette de huit ans, Christian Ranucci avait vu son pourvoi en cassation rejeté en juin. Seul le Président de la République pouvait alors le gracier, mais, après les déclarations de Poniowski et de Lecanuet sur la nécessité de la peine de mort, dans le contexte d'une campagne sur la sécurité aux déclarations inouïes, il était à peu près certain que Giscard répondrait négativement. Dans son édition de lundi, « Libération » révélait que les avocats de Ranucci avaient été reçus par le Président et demandait si une décision était déjà prise. Le lendemain, « Rouge » se faisait l'écho de la nouvelle et posait la même question. L'Elysée faisait répondre dans l'après-midi par un communiqué qu'aucune décision n'avait encore été prise...



Une exécution publique en 1939 (photo du CAP)

Quelques minutes après l'exécution, l'administration pénitentiaire a fait afficher sur la porte de la prison où avait eu lieu le supplice, l'avis d'exécution rendant publique la nouvelle.

En un langage juridique tragiquement « neutre », le texte signé du greffier en chef adjoint du tribunal de Marseille indiquait : « Nous nous

sommes transportés à la maison d'arrêt des Baumettes pour assister à l'exécution de la peine de mort prononcée le 10 mars 1976 par la cour d'assises des Bouches du Rhône en réparation des crimes d'enlèvement de mineure de moins de quinze ans et d'homicide volontaire de Ranucci Christian, né le 6 avril 1954 à Avignon (...) Nous avons assisté à la remise du condamné entre les mains de M. l'exécuteur en chef des arrêts criminels et de ses aides, lesquels ont procédé à leur mission dans les formes prévues par l'article 12 du code pénal, savoir la décapitation dudit Ranucci. » Un quart d'heure après, l'exécution, la guillotine quittait la prison, suivie des avocats de Ranucci se refusant à toute déclaration.

Restaient alors seuls dans la prison les CRS qui, à 3 heures du matin y avaient été disposés, armés de mousqueton en prévision d'éventuelles manifestations des détenus.

La loi du lynch

Mais le destin de Christian Ranucci s'était scellé avant même son procès, dans l'atmosphère passionnelle qui avait entouré l'affaire du meurtre, à Troyes, du petit Philippe Bertrand. A l'époque M. Poniowski, peut-être pour dissimuler les malades et les responsabilités de sa police dans l'histoire, avait joint sa voix, suivi par M. Lecanuet, ministre de la justice (!) au concert des voix réclamant la mort, à la campagne d'appels au lynchage entretenue par la presse de droite et d'extrême-droite. Cette hystérie collective réclamait un coupable à exécuter au plus vite, et les lenteurs de l'instruction du procès de Patrick Henry s'accordaient mal de l'exigence d'une justice expéditive, de la « filière rapide » évoquée par Lecanuet.

Alors on s'est dit que Ranucci devait mourir et du coup, par compensation, peut-être Patrick Henry ou quelque autre, sauvera-t-il sa tête : sinistre marchandage d'une société affolée de son impuissance, et l'on n'hésite pas à parler de « justice » !

Une passion de sang

Le procès lui-même a été marqué par cette passion de sang entretenue par une certaine presse : slogans « Oui à la peine de mort » peints la nuit sur les murs du Palais, agression dans le hall d'un journaliste de TF 1, centaines de personnes massées aux portes pour exiger la mort, interpellation même de l'avocat de la partie civile par tel individu dans la salle, qui voulait l'entendre réclamer la peine capitale. Et encore l'avocat général, qui niait qu'il s'agissait de vengeance et s'en référait à la justice, intervenant, pour répliquer au plaidoyer de la défense, à l'indignation de celle-ci devant ce procédé inusité ; et les photos du cadavre de la petite Maria-Dolores circulant même dans le jury !

Un procès jugé d'avance

Ajoutons à tout cela le fait que l'accusé n'a « pas su se défendre », adoptant une tactique et une attitude qui ont à maintes reprises exaspéré ses propres défenseurs (« Ranucci qui ne savez pas inspirer la sympathie, en vous voyant on a envie de vous haïr », s'est écrié l'un d'eux au cours du procès) : mais s'il est permis d'assassiner légalement un homme sur ses apparences, son manque de capacité à se défendre, de quelle justice, encore une fois, doit-on parler ? Et de même, que penser du réquisitoire de l'avocat général, demandant d'entrée la peine capitale « parce que c'est la loi » ? Est-ce l'aveu de l'inutilité du procès que cette référence à une loi automatique condamnant l'accusé dès lors que suffisamment d'apparences sont contre lui ? Qui tuera-t-on demain au nom de telle ou telle loi ?

Qui dès lors a prêté attention au dossier lui-même et à ses ombres, à la personne et à l'histoire de l'accusé, au crime lui-même ? Il fallait tuer un homme pour répondre aux vœux de la France des Dupont-



Christian Ranucci

Lajoie, il fallait que le jury vote comme le ministre de l'Intérieur en personne avait dit qu'il voterait s'il était juré dans l'affaire de Troyes, il fallait qu'on prononce la mort. Et c'est pourquoi les avocats de la défense étaient plus que fondés à dire au procès : « Vous avez dit, M. le Président, qu'il s'agissait du procès de Christian Ranucci, mais comment oublier que ce pays vient de succomber à l'hystérie collective, que des homes politiques vous ont demandé des verdicts ! ». La machine judiciaire a bien fonctionné.

L'exécution honteuse

Le verdict prononcé, la foule s'est donc retirée silencieuse, satisfaite, un peu tendue peut-être et un peu honteuse, mais « justice faite ». On se rappellera aussi l'avocat général se réfugiant derrière la loi pour

Le Comité d'action des prisonniers : « Le CAP se félicite ; tous les pères et mères de famille peuvent désormais dormir tranquilles. Il n'y aura plus de rapt ni d'exécution d'enfants. Giscard, Poniowski et Lecanuet ont trouvé la solution révolutionnaire, nouvelle, originale, jamais employée, dont nul ne peut dire qu'elle est inutile : la peine de mort. »

demander avec plus d'assurance la peine capitale et le distingua de Valéry Giscard d'Estaing entre la grâce, qu'il a refusée, et une « législation » devant laquelle il devrait s'incliner. Et enfin, l'exécution honteuse dans le petit jour de Marseille, à 4 h 13 du matin, la tête de cet homme tombant pour la raison d'Etat bien plus que pour apporter une réponse (illusoire) au premier meurtre commis. A quand la prochaine ?

ON A LES ALLIES QU'ON MERITE

Au Pradet, lieu de résidence du petit Vincent Gallardo assassiné par un ravisseur qui n'a toujours pas été retrouvé, une pétition circule réclamant, déjà, une tête non encore identifiée.

La police a mis en place un important dispositif policier et recherche un suspect ressemblant aux témoignages recueillis. C'est ainsi que le suspect N°1 qui avait déjà été arrêté puis innocenté a depuis sa libération, déjà été interpellé quatre fois.

Le parti fasciste PFN a, pour sa part, recouvert Toulon de petites affichettes réclamant la peine de mort pour l'assassin du petit Vincent. Dans une tribune libre de « Var Matin République » le PFN revient à la charge en déclarant : « la plupart des condamnés à mort sont graciés par le président de la république (...) Le gouvernement avait promis des mesures exemplaires ; en quoi les propos musclés du garde des sceaux et ceux de Poniowski après le meurtre de Troyes se sont-ils concrétisés ? Le PFN peut être rassuré : sa question a été entendue. »

ROUX ET COLLOMBS

PEINES REDUITES en appel

« Collombs, six mois dont trois avec sursis. Roux, six mois dont deux avec sursis, sursis antérieur non révoqué ». Le verdict est tombé dans une salle que la police avait mise sur pied de guerre. Pour une trentaine de personnes qui avaient pu pénétrer, une vingtaine de flics postés partout, gardant même l'entrée du box de la presse. A l'extérieur de la salle, une cinquantaine de personnes qui n'avaient pu entrer jouaient à pousser-barrière avec les flics.

Les avocats comme les accusés ont mis l'accent pendant ce procès en appel sur le rôle de la police et sur celui de la juridiction des flagrants délits qui, en première instance, avait condamné Gilles et Michel à 18 mois et deux ans de prison ferme.

La police, faisaient remarquer les avocats, a eu un comportement pour le moins suspect puisqu'elle a vu des fascistes armés et qu'elle ne les a pas arrêtés. Quant aux flagrants délits, M^e de Felice et M^e Leclerc devaient montrer le côté éminemment politique de la condamnation qu'ils avaient donnée en première instance, tant l'affaire avait été rapide, l'instruction expéditive et la peine sévère.

Il ne reste donc théoriquement à Michel que 15 jours avant d'être libre et à Gilles un mois et demi. En fait, les remises de peine viendront s'en retrancher et on peut espérer les voir avant. Mais il est tout de même significatif que le tribunal a désavoué la première condamnation, il n'a pas osé accorder la libération immédiate.

Depuis ce printemps, on a pu voir une politisation de la compétence des flags, et l'on peut d'ailleurs penser que la mutation du Président Versini n'est que le moyen de le remplacer par un autre encore plus à la botte du pouvoir. Une juridiction à suivre de près à la rentrée, si l'on veut éviter de nouvelles affaires Roux et Collombs.

Jean-Gilbert du Cap

PONIA DANS LE METRO

M. Michel Poniowski, soi-même, est descendu dans le métro dans la nuit de mardi à mercredi ; c'est une première : pour le Ministre de l'Intérieur, le métro n'est pas un moyen de transport, mais c'est un terrain de chasse : chasse aux jeunes, aux immigrés surtout, mais dont le bilan est bien maigre par ailleurs.

Cette réédition des opérations « coup de poing » nous a valu quelques déclarations savoureuses : pour Ponia, « la première des libertés, c'est la sécurité (...), c'est de pouvoir agir voyager, se déplacer sans risque. » Nous ne sommes plus pour Ponia des travailleurs, des jeunes, pas même des citoyens : nous sommes des voyageurs !

Et la sécurité de l'emploi, du logement ? Et la liberté de revendication, le droit de grève, de manifestation ? Cette sécurité là, ce ne sont pas les petits délinquants du métro qui la menacent ; ce sont les patrons, les propriétaires... Et les flics de Ponia. Quand à la sécurité dans le métro... On attend la première « bavure » !

LES LIP REPRENNENT COURAGE

L'évacuation du stock de montres de Lip a suscité hier l'ouverture d'une information judiciaire. La police a commencé son enquête en interrogeant M. Garcin, l'ancien secrétaire général de Lip. Les Lip s'attendent à la visite des enquêteurs à Palente pour vérifier la disparition des stocks. Pour l'instant, la réponse du pouvoir reste limitée, mais des inculpations sont envisageables. Les Lip n'ont pris aucune disposition particulière de garde des locaux ; ils estiment qu'il n'y a plus de raison pour la police d'intervenir, puisqu'il n'y a plus rien à garder.

Après cette dernière initiative, les Lip ont repris courage. C'est un nouveau départ pour la mobilisation. On attend de pied ferme la rentrée de lundi où tout le monde sera là. Un bon nombre de Lip sont en effet en vacances et tout a été fait pour rameuter les travailleurs par télégrammes. Les perspectives ne manquent pas. D'abord l'élargissement de la popularisation : une série d'objets doivent être diffusés par le canal des boîtes en lutte : des globes figurant la carte géographique des luttes, des assiettes décorées sur l'emploi et le chômage, un nouveau jeu, le « Chômageopoly », en voie de

réalisation, qui réclamera pour gagner, des qualités de solidarité, coordination etc...

On envisage certaines fabrications

Les Lip étudient aussi les possibilités d'assurer la fabrication de certaines productions. Des médecins collaborent à la mise au point d'appareils médicaux spécialisés (du type des reins artificiels) en vue de la diversification de la production vers la micro-mécanique qui sera d'ailleurs valable pour tout le département du Haut-

« PRESERVER LA MARQUE » ?

La « saisie » des stocks de montres de l'usine Lip par les travailleurs déchaîne la presse bourgeoise. Dans *Le Figaro* d'hier on peut lire : « de quoi s'agit-il ? Selon la loi, d'un vol pur et simple de montres dont la valeur constitue une partie de la garantie des créances (...) Lip n'est plus qu'une entreprise en faillite parmi tant d'autres ». Pour le *Parisien Libéré*, c'est « La chienlit chez Lip ».

Face à ces hurlements, nous sommes sans réserves aux côtés des Lip. L'action des militants CFDT de cette entreprise doit être soutenue. Surtout alors que le gouvernement, par la voix des Chirac et autres Durafour, manifeste sa volonté de réprimer violemment toute action « illégale ».

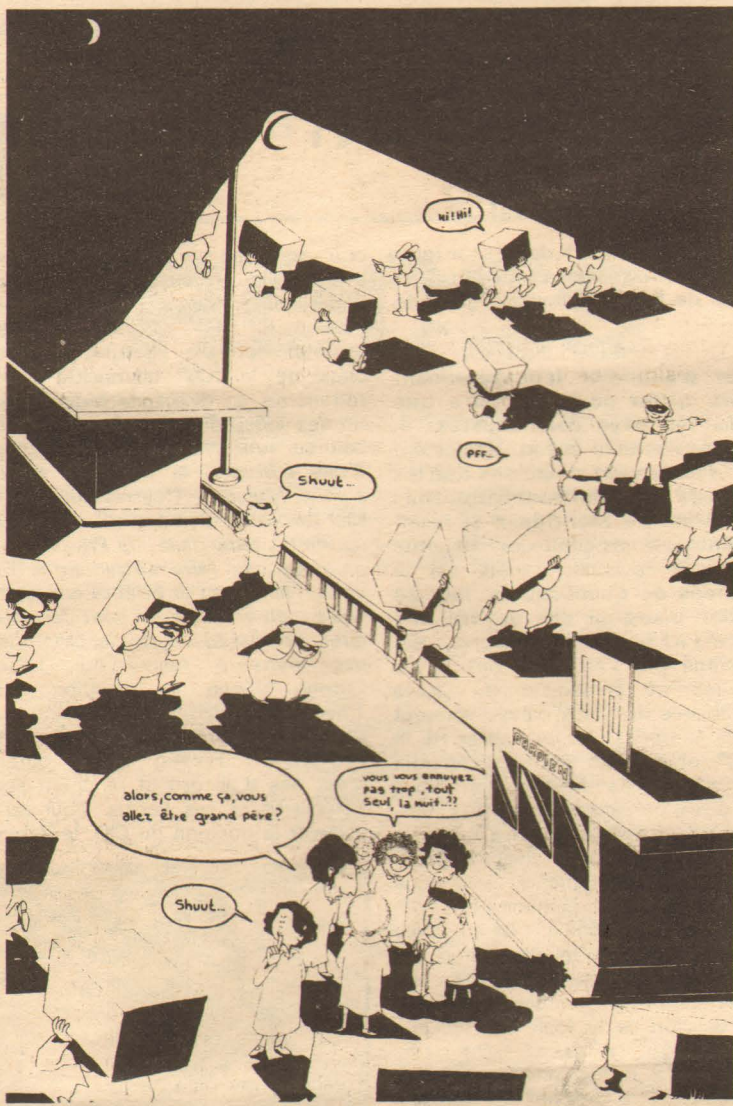
Pour autant, la justification de l'opération, telle qu'elle est présentée par les responsables CFDT de l'entreprise, soulève quelques problèmes. Ainsi, dans leur déclaration de mardi, ils déclarent qu'il « fallait préserver la marque en veillant sur le produit » au lieu de partir du refus absolu de tout licen-

ciement, de la volonté de maintenir l'emploi sur place, ces militants mettent en avant la défense du renom d'une marque. Gageons que la bourgeoisie ne les écouterait pas et que les travailleurs attendaient autre chose. Il est correct de dénoncer les grenouillages autour de Lip. Mais pourquoi insister sur le fait que Lip pourrait tomber dans des mains « étrangères » ?

On peut comprendre le refus des travailleurs de voir les multinationales s'emparer de l'usine de Palente. Mais à insister sur le refus de « l'étranger » on peut vite glisser à une défense « commune » de l'industrie horlogère française, avec les patrons français.

A propos de l'action des Lip, Louis Charles Debelle dans *Centre-Presse* pose la question : « Qui donc irait leur reprocher... de faire vibrer la corde nationaliste ? ». Poser la question, c'est déjà y répondre. Pour nous un patron reste un patron, qu'il soit Suisse ou Français.

S.M.



Extrait des « Hors la loi de Palente » de Wiaz et Piotr

Doubs. Enfin il est envisagé d'entreprendre de sortir des montres à quartz aux seules fins de popularisation. Ainsi les Lip sont bien décidés à profiter de la situation pour marquer de nouveaux points.

Les vautours étaient au rendez-vous

Il est probable que leur initiative aura mis au coup d'arrêt aux sombres tractations qui se déroulaient au niveau du patronat horloger. On parlait de plus en plus de démantèlement pur et simple de l'entreprise ; dès lors tous les vautours étaient au rendez-vous. Le plus intéressant, le plus juteux était sans doute représenté par l'achat de la marque par le trust suisse Ebauches SA, la production étant éclatée dans plusieurs centres de montage. D'accord pour récupérer la marque et la technologie, pas d'accord pour composer avec les acquis de la lutte des Lip. Mais, pour cela, il fallait casser la résistance des Lip, par exemple, en évacuant l'usine pour récupérer les stocks et

démoraliser les travailleurs. C'est donc à tous ces grenouillages malodorants que les Lip ont donné le premier coup d'arrêt.

Des Lip sur le banc des accusés ?

Mais tous les travailleurs, tous ceux qui ont suivi avec attention et sympathie la longue histoire des Lip s'interrogent sur l'attitude du pouvoir. Osera-t-il, dans la droite ligne de la répression accrue à la Durafour, poursuivre son enquête jusqu'à l'inculpation ? Verra-t-on des Lip sur le banc des accusés ? Les Lip sont conscients que le rapport de force dépasse le cadre de Palente, mais qu'ils peuvent faire des propositions susceptibles de nouer autour d'eux la solidarité. C'est ainsi qu'une nouvelle coordination des boîtes en lutte est envisagée pour début septembre. De même l'organisation d'une grande fête est prévue pour fin septembre. Les idées ne manquent pas pour aller de l'avant.

S. Lopez

Hôtel du Louvre - Paris

REPRISE DU TRAVAIL

Après quarante huit jours de grève, les travailleurs de l'Hôtel du Louvre ont recommencé le travail. L'extension aux autres hôtels de la chaîne « Concorde » n'a pas été possible. L'intimidation et la répression ont empêché toute réelle mobilisation dans les autres hôtels : mise à pied pour distribution de tracts, présence de la police à chaque diffusion, etc.

Peu de choses ont été obtenues. Au terme d'un protocole d'accord fixé par la direction et que les grévistes ont refusé de signer, les travailleurs obtiennent 1 700 F minimum en octobre et 1 800 F en avril 1977. Alors qu'ils demandaient initialement 1 800 F tout de suite. Le treizième mois à 100 % est refusé. Peu de résultats et pourtant les grévistes ne sont pas découragés.

En effet, ils ont montré leur force et cela profitera à tous les travailleurs de l'hôtellerie. Comme l'indique un délégué syndical, l'opposition patronale s'est appuyée sur toute une politique du patronat et

du gouvernement. Le PDG voulait également frapper le syndicat CGT qui est majoritaire à l'Hôtel du Louvre.

Il faut enfin remarquer le rôle peu glorieux de FO, véritable briseur de grève. Au cours de la lutte, le syndicat CGT s'est renforcé. C'est la meilleure garantie aujourd'hui d'une riposte possible si le patron voulait régler ses comptes avec les animateurs du conflit, qu'ils soient français ou immigrés. L'unité forgée dans la lutte ne sera pas détruite.

Correspondant

en lutte



Après l'intervention des flics à l'imprimerie Gramma (Nevers), la CGT-Livre appelle à des débrayages.

Le comité intersyndical du Livre Parisien CGT appelle « Tous les travailleurs de la presse et du Labeur à observer un arrêt de travail jeudi 29 juillet ; la durée des débrayages doit être déterminée au niveau des entreprises et des équipes, mais ne saurait être inférieure à une heure. »

AFP

Nîmes : les travailleurs marocains arrêtent leur grève de la faim.

Les 25 travailleurs marocains qui faisaient la grève de la faim depuis 17 jours dans les locaux de la CGT pour obtenir la régularisation de leur situation, ont décidé d'interrompre leur mouvement.

AFP

Issoudun : les flics investissent l'usine SICMA

L'usine métallurgique SICMA (250 ouvriers) à Issoudun, qui était occupé par les grévistes depuis le 15 juillet, a été évacuée mercredi par la police en vertu d'un jugement du tribunal de grande instance de Châteauroux. Ce même tribunal a réclame l'intervention des flics à l'usine de la SNIAS-Déols.

AFP

Lansalot-en-Béarn : La section syndicale licenciée

le patron des entreprises de meubles « Le bois Béarnais » continue d'employer les méthodes préconisées par Chirac. Après avoir fait intervenir un commando de jaunes contre les grévistes d'Oloron, il a déjà envoyé 6 lettres de licenciement pour fait de grève (toutes adressées à des militants CFDT). Par ailleurs il a décidé 55 licenciements dans l'usine de Navarreux, sous les prétextes les plus divers (par exemple il s'aperçoit brusquement qu'un travailleur qui est dans la boîte depuis 35 ans a un rendement très faible).

Contre la répression et pour une augmentation de 130 francs, la section syndicale a organisé une manifestation hier à Oloron, soutenue par les organisations de gauche et d'extrême-gauche, et à laquelle ont participé les travailleurs en lutte de la CDF-Chimie de Mont

Correspondant Pau

Que se passe-t-il à l'école d'infirmières de Lagny ?

Le vendredi 23 juillet à quelques jours de la fermeture de l'école, cinq élèves infirmières ont été informées par la directrice mademoiselle Bernard, qu'elles étaient éliminées de leur promotion. La directrice, dont l'autoritarisme avait déjà causé le départ de plusieurs monitrices durant l'année, a cru pouvoir prendre cette mesure sans même consulter le Conseil Technique de l'École et sans donner aux élèves la possibilité de se défendre comme elle y est légalement obligée.

Cette fois-ci, ça n'a pas

marché ; La lutte entreprise depuis lundi par toutes les élèves de l'école avec l'appui du personnel de l'hôpital et de sa section syndicale CGT, avec le soutien aussi des Unions locales CGT et CFDT, a abouti mercredi à une réunion impromptue du Conseil Technique. Bien sûr, les élèves infirmières ne veulent pas être éliminées légalement, mais faire annuler cette décision. C'est pour cela qu'un rassemblement était prévu à l'entrée de la réunion du Conseil Technique.

P.M.

● La direction de l'EDF a fait couper l'électricité dans les imprimeries occupées *Chaufour* (Vitry) et *Hélio - Cachan* (Chilly - Mazarin). Une délégation des syndicats CGT et CFDT - EDF du centre Ile - de - France Sud a réclamé le rétablissement immédiat du courant.

Correspondant

Les affreux JO. JO.

TELEVISION D'HORREUR

De nos envoyés spéciaux à Montréal

Ce jour là, nos envoyés spéciaux à Montréal lassés de passer leurs journées dans la cohue du stade décidèrent de rester à leur hôtel, de se reposer, et de regarder les émissions de Radio Télévision Canada. Voilà ce que cela donne...

Une journée devant la télé québécoise

« Les Jeux de la XXI^e olympiade vous parviennent en direct de Montréal » Cette litanie répétée au moins trente fois par jour ouvre le menu sportif de la journée. Onze heures de reportage sportif en direct sur tous les lieux de compétition entrecoupé de commentaires. Spectateurs à l'estomac fragile, attention à la digestion!

Le journaliste en chef, tempes grisonnantes, présente rapidement le champ de bataille du jour, dans un français sans accent québécois, apanage de l'élite francophone. « A vous le forum »

Fournisseur officiel des Jeux

Nous plongeons avec l'œil du télé-objectif du fond du gymnase, la prune contractée d'attention. La note de dix de Nadia apparaît sur l'écran électronique, « Swiss-timing » (fournisseur officiel des jeux). La foule en délire explose. Le commentateur: « Ah!... » crie-t-il.

La spécialiste qui lui est ad-jointe pousse son couplet: « Elles-les athlètes de l'est-n'ont pas

peur d'exprimer leur sentiment alors qu'on pourrait croire que dans les pays communistes... ». Le commentateur prend subitement fin: « nous vous rappelons que les Jeux de Montréal sont retransmis en direct de Montréal » et maintenant pour nos auditeurs une petite page de publicité: « on est 6 millions de québécois, faut se parler pourquoi pas devant un Labatt ». Un autre slogan est ponctué par l'enseigne des huiles Texaco et immédiatement après l'emblème des Jeux crève l'écran et vous apprenez que les « Jeux de la XXI^e olympiade sont retransmis en direct de Montréal ». Nous voilà revenu dans le studio où « tempes grises » nous invite à regarder un match de boxe avec « Michel Prévost le Canadien ». « A vous l'avenue Maurice Richard » (du nom d'un grand joueur de hockey québécois.) Plein feu sur le ring où Prévost, tête baissée fonce sur son adversaire. Les commentaires fusent à l'unisson de la foule qui réclame du sang: « Prévost est très agressif! » « Il martelle son adversaire d'un crochet du gauche, qui le met en difficulté, il marque des points ». Verra-t-on la victoire du canadien? Disqualifié! L'arbitre sépare les deux boxeurs, Prévost disqualifié pour irrégularité (il combattait tête en avant). Le reporter

crie au scandale, « le canadien » avait la victoire au bout des dents. Maintenant Prévost bouscule et conspué. Confusion! Le reporter bafouille « coupez ». « Les Jeux de la XXI^e olympiade sont retransmis en direct de Montréal ».

Les joueurs de l'équipe de base ball se retrouvent au café autour d'une « Brador, la plus que bière signée Molson » (fournisseur habituel des Jeux olympiques) et « pour suivre les jeux, lisez "la Presse" on peut pas faire autrement ». Et voici maintenant la célèbre émission des « chercheurs qui vont décortiquer et disséquer la personnalité des invités ». Aujourd'hui, Léon Zitronne donne sa position sur Taïwan pour justifier la position du gouvernement canadien. « L'Etat est souverain. » Herzog à ses côtés n'est pas d'accord et renchérit sur l'olympisme et ses vertus. Pour apprécier la position du CIO, le débat

se poursuit par des platitudes sur « l'homme qui a côtoyé les plus grands de ce monde ». Mais passons maintenant au concours de la chanson olympique, avec un finaliste qui nous interprète: « l'or, l'argent, le bronze ». Premier couplet: « Le bout du monde n'est pas si loin car tu sais notre terre est ronde ». Lamentable! Applaudissements nourris au vu desquels le leader donne rendez-vous à 23 heures. Lui dit « Willkommen in Montreal ».

« Tempes grises » réapparaît sur l'écran, le programme recommence: de courts reportages d'une demi-heure entrecoupés de publicités, du bilan des médailles... voilà pour tout l'après-midi!

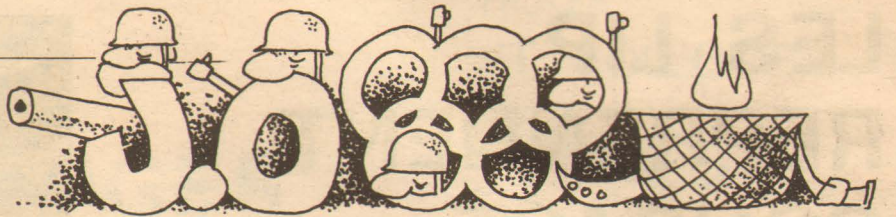
Pour ne pas en perdre une miette, le téléspectateur assidu pourra téléphoner à la rôtisserie la plus proche pour déguster dans des assiettes en carton marquées du cercle rouge

olympique un poulet accompagné d'une bière Molson.

Une vie excitante

Il est maintenant 22 heures et la fatigue se fait sentir. Dernier flash publicitaire, des troupes de choc franchissent un pont de singe arme au poing, une armada de la marine sillonne les mers, un chant s'élève: « Si tu rêves d'une vie excitante... Viens te joindre à nous » et « si tu aimes la vie, rejoins les Forces Armées Canadiennes ».

Clic, le spectateur tourne le bouton. L'image disparaît. Enfin. Voilà la journée de loisirs d'un canadien achevée. En attendant de retourner au travail pour discuter de tout ça, avec une nuit agitée peut-être, les rêves perdus entre un crochet du gauche, une armée descendant du ciel et une remise de médailles...



Nuage toxique sur Milan

L'ABSTINENCE... ET NE PAS RESPIRER TROP FORT

Tranquillement stabilisé au-dessus de la banlieue de Milan, le nuage de Chlorophénol qui s'est échappé il y a 18 jours des usines Icmesa menace toujours les populations. La zone occupée par la police et l'armée; cloturée et interdite aux civils a été étendue hier et une « zone B », plus large, a été créée où la population doit se soumettre au contrôle médical.

Si aucune hospitalisation nouvelle n'a été nécessaire, il semble d'après l'autopsie de Teresa Galli, morte lundi dernier, que son décès soit lié au gaz.

Les médecins ont conseillé aux habitants de la région de ne plus avoir de rapports sexuels afin d'éviter la procréation d'enfants monstrueux. Une partie du gaz échappé contient du TCCD, produit de base d'un défoliant utilisé durant la guerre du Vietnam, le 2,4,5 T. Ce défoliant provoque des malformations génétiques. Il est à noter d'ailleurs que ce même 2,4,5 T est utilisé en France comme désherbant dans l'agriculture et qu'il a déjà plus d'une fois été mis en cause...

Autres recommandations données: ne pas fumer, ne pas boire d'alcool et faire beaucoup de sport pour éliminer les toxines. Dérisoire.

Le président de la région Lombarde a indiqué lundi dernier que les autorités ne connaissent que partiellement le processus de fabrication du gaz et que des travaux de recherche le concernant sont suspendus à l'Université de Pavie depuis... 1972.

Il est vrai que les lois italiennes sont bien compréhensives pour les activités de cette société « Italienne » à capitaux suisses et dont toute la production est exportée vers les Etats-Unis.

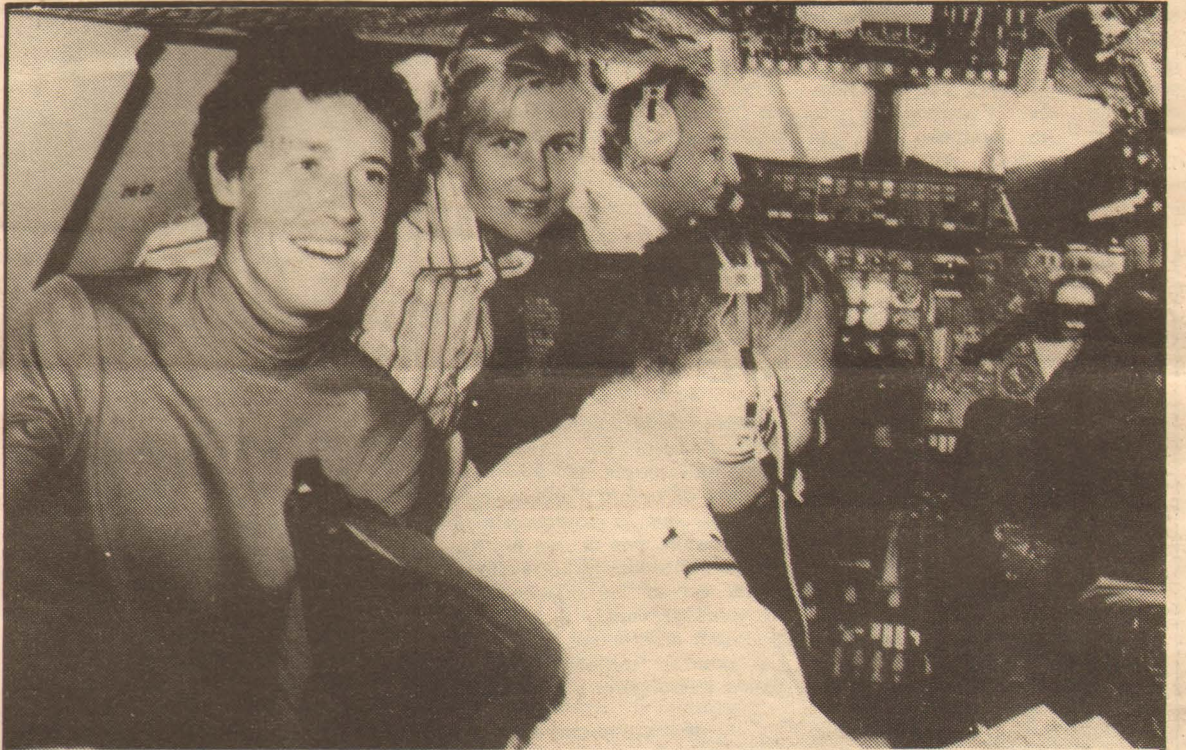


QU'EST-CE QUE SUPERPHOLIX?

Super Pholix est un bulletin d'information Malville, réalisé par une coordination de comités à Bouvesse, dans la zone du surgénérateur vient de sortir un premier numéro qui fait le point de la lutte contre Super Phénix. Il annonce une parution hebdomadaire ou plus fréquente selon les besoins. A noter une explication schématique mais intéressante de ce qu'est un surgénérateur. 2 francs. Abonnements 10 numéros 20 francs, 20 numéros 40 francs. A l'ordre de Georges David. Le Poulet 01 680 Lhuis. CCP 21 804 69 Paris.



● « Super Phénix » N°1, bulletin d'information Malville, réalisé par une coordination de comités à Bouvesse, dans la zone du surgénérateur vient de sortir un premier numéro qui fait le point de la lutte contre Super Phénix. Il annonce une parution hebdomadaire ou plus fréquente selon les besoins. A noter une explication schématique mais intéressante de ce qu'est un surgénérateur. 2 francs. Abonnements 10 numéros 20 francs, 20 numéros 40 francs. A l'ordre de Georges David. Le Poulet 01 680 Lhuis. CCP 21 804 69 Paris.



DRUT-PONT LA JOIE

Le voilà, « le jour le plus long », « le jour Guy », la revanche peut-être de cette sale coupe d'Europe de football qui avait vu la défaite des Verts stéphanois et de tous les petits français qui s'étaient peints en vert pour l'occasion.

Les Jeux Olympiques c'est bien connu, sont la plus grande foire sportive du monde et l'on ne cesse de nous en rebattre les oreilles. Mais tous les cocoricos sportifs sont bien tristes de revenir régulièrement de ces Jeux avec pas mal de bronze, quelques grammes d'argent, et jamais la moindre parcelle d'or!

C'est à désespérer!

Alors dans les rédactions sportives, on couve un espoir. Guy Drut, l'homme de l'athlétisme français, notre champion du 110 mètres-haies. Revoilà que pour lui, « quelques mois après son rendez-vous à Glasgow avec les Verts, la France entière sera cette nuit à 23H50 à l'écoute de Montréal ». « Le recordman du monde affirme que la « responsabilité » excessive dont il se voit investi ne l'affectera ni le paralysera ». Voilà ce qu'écrit l'Equipe sous le titre étalé sur sa une: « Drut ce soir ou jamais ».

Ils aimeraient bien... ils aimeraient bien... et s'il gagne, croyez-nous, la une de l'Equipe sera en couleur et celle du Parisien barrée de tricolore, partagée entre deux exploits bien français: l'exécution de Ranucci et le 110 mètres-haies.



Et alors des Jeux, nous n'aurions pas fini d'entendre parler! Mais en quoi, bon sang, sommes nous concernés par ces 13 secondes, 13 secondes 4, 14 secondes, qu'un homme inconnu -mais français- parcourra sur un stade lointain? Un « exploit du siècle » qui ne rapportera rien à personne, sauf la gratuite exaltation de tous ceux qui se seront laissés prendre à un « événement » monté de toutes pièces par des médias (presse, TV, radios) nuisibles.

Et peu importe que le triomphe de Drut soit menacé par « le cubain Casanas, épouvantail de l'épreuve », peu importe que probablement Drut se soit fait battre; le destin qu'il s'est laissé forger nous indiffère, et encore une fois nous nous révoltons plutôt contre tout ce baratin: « Guy, lui, dos au mur voit venir l'heure du jugement Olympique. C'est une belle vie de champion qui peut rejoindre ce soir les leurs d'un couronnement splendide aussi bien que les ténèbres d'un cruel échec ».

Bien étrange exaltation que d'avoir la vie suspendue à un centième de seconde sur 110 mètres. Une exaltation de Dupont la Joie...
P. Verdon.

télévision

AVIGNON : GENESE D'UN FESTIVAL

3/ Un ghetto appelé paradis

Nous poursuivons, aujourd'hui, notre série du jeudi sur la genèse du festival d'Avignon. Les deux précédents articles sont parus dans nos numéros du 15 et du 22 juillet.

En somme le TNP ne fait que s'inscrire -avec force certes- dans un courant de démocratisation culturelle qui a des soubassements dans l'évolution de la France d'après-guerre. Certainement, mais c'en est trop pour certains, dont Jacques Debu-Bridel, qui déjà en décembre 1951, lors du vote du budget des Beaux arts au conseil de la république, réclamait un abattement de 10 000 francs sur le montant des subventions accordées au TNP. Les raisons ? « Les opinions des artistes ne nous regardent pas. Mais, il y a le public mondain de Paris qui se rend en banlieue en voiture de luxe comme à une partie de campagne ; il y a toute une atmosphère qui pourrait être utilisée à des fins politiques, quand on sait qu'il y a entre les organisateurs pleins de talent et certains partis politiques des liens certains » (1). Ceci dit, c'est le même Debu-Bridel qui réclame un théâtre qui ne se fasse pas seulement dans un coin de banlieue, et qui soit vraiment national. C'est sans commentaire.

Jeanne Laurent, qui avait proposé le

TNP à Vilar, prit sa défense, mais en accusant le PCF de s'être subtilement annexé un homme « qui n'était pas de son bord ». On voit bien ici, si peu politique qu'il soit, de quel enjeu participe le TNP, et comment les uns et les autres de ces notables comprennent la relation entre la culture et l'intérêt national.

Les doigts crochus du pouvoir

Vilar n'en était pourtant qu'à ses débuts de voir sa grande et pure idée se heurter à certains doigts crochus du pouvoir. Les premières tracasseries se poursuivirent jusqu'à ce qu'on a appelé « la crise de 54 », qui mit en cause l'existence du TNP et du festival d'Avignon. Mais une quantité impressionnante de personnalités et d'organisations se solidariserent avec Vilar. Le TNP en sortit renforcé, et « en plein accord avec le maire, et le président Daladier », dit Vilar, le festival passe sous administration du TNP.

Il faut attendre les années 60 pour voir le pouvoir venir à bout de Vilar, mais dans un autre contexte. Nous y reviendrons. En attendant le TNP et le festival prirent de l'ascendant.

Quelque chose d'incomplet

Jusqu'en 1954 Avignon était le lieu de disciplines artistiques diverses, qui se manifestaient dans plusieurs lieux. A partir de 1954, il ne fut plus que celui du théâtre, et exclusivement du TNP, se produisant dans la seule cour d'honneur du palais des papes. C'est cette année là aussi qu'eurent lieu les premières rencontres internationales organisant la venue de 900 jeunes de 35 pays.

Si le TNP était conçu pour devenir, à Chaillot, l'endroit d'un cérémonial, c'était néanmoins en alternance avec la vie ouvrable. Le public qui se rendait à Chaillot ne pouvait pas ne pas sentir le côté seulement complémentaire, ou évason, ou strictement culturel de ses soirées ; le hiatus entre le volet travail et le volet culture de sa journée. Il y avait là quelque chose d'incomplet. Sans compter que la disponibilité est entamée après une journée de travail, même d'un employé.

Un ghetto appelé paradis

Tandis qu'en Avignon, on pouvait accéder au rite sans partage, pas de revers à la consommation culturelle. Et foin du rapport du théâtre à la vie sociale, puisqu'elle est en vacances. Comme le dit M.T. Serrière : « en Avignon, le théâtre est redevenu la solennité première, qui a son temps, son lieu, son rythme, et où la foule communie à la même foi » (2). Elle chante peut-être un peu fort le crédo de sa religion, mais fondamentalement le festival d'Avignon est ce ghetto qu'elle appelle paradis : une culture hors du commun, pour une disponibilité culturelle apprêtée, qui a son temps, comme les cures, son lieu privilégié, son rythme dégage, etc. Bref, une culture populaire avec tout ce que cela a de détestable, quand ça laisse la population avignonnaise sur le trottoir, et que c'est complètement désinséré d'une réalité sociale vivante.

Cela continue ainsi, compte tenu de la croissance naturelle de l'institution et de ses abords commerciaux (il y eut 55 000 spectateurs pour 17 représentations en 62) jusqu'en 63, année où Vilar démissionna du TNP.

(à suivre)
P. RAZDAC

(1) cité par Guy Leclerc, dans le TNP de Jean Vilar (10/18)
(2) Marie Thérèse Serrière : Le TNP et nous



Photo de Shakespeare - Jean Paul Mounier - René Dizon - Transparence

La tête en vacances

B.D. : Une bonne adresse



Les B.D., on en parle beaucoup mais on ne sait pas toujours où les trouver. Futuropolis (130 rue du Théâtre, 15°) est une très bonne adresse. Non seulement ils en ont, mais ils savent et, mieux encore, ils éditent. Ils éditent même ce qu'il y a de meilleur en France aujourd'hui : Métal Hurlant, Collection 30 / 40 (au format, ça vaut le coup d'œil), les productions Humanoïdes Associés... comme la réédition des planches de Arzac parues dans Métal Hurlant sous la signature de Moebius. Plus quelques planches inédites. Arzac n'est ni plus ni moins que l'aboutissement (muet) des

toutes les explosions graphiques qui ont marqué l'histoire de la B.D. d'expression française et autres, depuis 10 ans. Après ça, il faudra inventer autre chose...

Des Français (Tardi, Moebius-Giraud) aux Américains (Bode, Jones) la collection montre, elle donne à voir. Elle cause peu. Appréciable avantage sur les flots de platitudes qui encombrèrent généralement les textes critiques.

Au poids du papier, ça vaut le coup.

P.G.

TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.35 A vous de jouer Milord (feuilleton)
- 14.20 Bons baisers de Mandrake
- 17.00 Jeux olympiques (!)
- 19.00 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
Torse nu
- 19.45 Trois de coeur (feuilleton ; bah !)
- 20.00 Journal
- 20.30 Nick Verlaine (feuilleton)
- 21.30 New York - New York
Deux reportages (l'un « pro », l'autre « anti ») sur New York
- 22.15 Jazz à Juan
Dizzie Gillespie. Sans doute la seule émission de cette chaîne intéressante aujourd'hui. (L'émission, pas la chaîne ...) Il chantera et interprétera : *Chego de Saudades. No more blues, et Kush.*
- 23.45 Journal

A 2

- 14.05 Aujourd'hui madame
- 15.05 Annie, agent très spécial
- 16.05 Aujourd'hui magazine à Deauville
- 17.45 Fenêtre sur...
la pêche
- 18.20 Le palmarès des enfants
- 18.30 Vie quotidienne
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Jeux olympiques
- 20.00 Journal
- 20.30 La juive du château trompette (feuilleton)
- 21.25 Jeux olympiques
- 24.00 Journal

FR 3

- 19.05 Etranger, d'où viens-tu ? (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour les jeunes
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Cinéma d'hier
Les disparus de Saint-Agil (1938)
Il suffit de dire de ce film de Christian-Jaque, tiré du roman de Pierre Véry, qu'outre l'atmosphère que l'on retrouve, la distribution qui permet de voir Michel Simon, Eric von Stroheim, Robert Le Vigan, les dialogues sont de Jacques Prévert... Pas question de manquer ça !
- 22.05 Journal

radio

FRANCE-MUSIQUE - M.F.

16.55 (Jusqu'à 23.20) : festival de Bayreuth
« Le crépuscule des dieux », de Wagner,
direction de Pierre Boulez.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM		N°
	RUE	CODE POSTAL	
VILLE	TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)		
	FRANCE	COLLECTIVITES	ETRANGER
3 MOIS	80 F	100 F	130 F
6 MOIS	150 F	200 F	250 F
1 AN	300 F		500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)

PERIODE CHOISIE	Du..... au.....	FRANCE	ETRANGER
15 JOURS		20 F	33 F
1 MOIS		40 F	65 F
2 MOIS		60 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)
N° DE LA BANDE D'ENVOI
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSAD.



Les hommes malades du mouvement des femmes

DEUX REPONSES

Les deux lettres que nous publions ici ne sont pas un écho au débat sur le viol, dont nous avons dit qu'il était, dans ces colonnes, provisoirement clos, mais à la page sur « les hommes malades du mouvement des femmes » que nous avons publiée dans Rouge n° 104.

Des militants, des sympathisants de la LCR y développaient une conception des rapports hom-

mes-femmes qui ne laissaient le choix qu'entre la drague, la prostitution, le viol ou la castration. Et aux femmes de s'en accommoder, de subir, si leur désir est d'avoir des rapports avec des hommes...

Une telle auto-flagellation masculine n'est pas un écho aux vrais problèmes que pose la lutte des femmes, mais seulement à certains outrances sexistes d'une fraction du mouvement féministe.

Il est tellement commode de ne retenir que ça de toute la lutte féministe !

Cette présentation ne correspond pas à la réalité, elle bloque toute évolution, alors que pour nous, c'est dans la destruction de la barrière de violence entre les hommes et les femmes - et non dans son renforcement - que se situe l'espoir de la lutte de tous.

P. Verdon

S'AIMER SERAIT-IL REACTIONNAIRE ?

On s'expose aujourd'hui à tous les mépris, dans l'extrême-gauche, à prononcer le mot « amour ». Ce mot serait le réceptacle de toute la mystification idéologique de la sexualité. Mais le gauchisme « sexualiste » tombe dans une pire mystification, celle d'un naturalisme qui se trouve devenir la dernière couverture de... la même idéologie patriarcale. La sexualité « libérée » de tout sentiment humain (que ce soit amour, amitié, tendresse) ne débouche que sur la frustration-mutilation (d'où le rapport de celle-ci avec le couteau électrique de Depardieu). Conçue en termes mécanistes, la libération sexuelle qui exige la multiplication infinie des corps-à-corps éphémères débouche effectivement sur le viol (et n'oublions pas à ce propos l'exaltation des « perversions » qui sont toutes phallogocratiques !). A l'inverse, le sentiment amoureux tend à l'exclusivisme sexuel tant qu'il dure. Personne ne semble se rendre compte qu'au travers de la lutte des femmes contre le viol s'exprime une sexualité féminine qui n'est en rien une physiologie, mais un produit culturel aux racines profondes, parfaitement incompatible avec le genre de « liberté sexuelle » qui s'exprime dans les graffitis de Vincennes.

La revendication première implicite des femmes radicalisées, c'est leur reconnaissance comme être humain. C'est en effet la clef du problème. Seule cette reconnaissance permet un rapport amoureux qui soit autre chose que de la pure sexualité, et qui, évitant la frustration, doit échapper à l'obsession sexuelle, laquelle rend impossible tout autre rapport que sexuel entre hommes et femmes.

On n'a jamais tant parlé de misère sexuelle qu'à l'époque et dans les milieux où l'on baise le plus. N'est-ce pas qu'il s'agit d'autre chose : de misère culturelle ?

Chasser le vieil homme en nous exige la rupture non seulement avec le patriarcalisme bourgeois adopté par le mouvement ouvrier réformiste, mais aussi avec son envers ultra-gauche qui chosifie tout aussi bien la femme (et le sexe en nous-même).

Ce n'est qu'à partir d'une telle prise de conscience entraînant attitude vécue que le dialogue avec les femmes radicalisées peut se mener sans mauvaise conscience et peut donc être réel, éviter aussi bien les surenchères que les simplifications. Par exemple, le constat que le mouvement des femmes n'est pas

un, mais qu'on y distingue une aile ultra-gauche dont le sexisme est une sorte de racisme qui nie l'histoire et sa dialectique; que la pression de ce courant est forte et tend sans cesse à imposer à tout le mouvement ses objectifs et ses méthodes, et que c'est sans doute cela qui se passe avec la question du viol qui, aussi importante qu'elle soit, isolée mène droit à des impasses (solutions judiciaires, droit au

port d'arme individuel, et, pourquoi pas, demain, censeurs des publications et films incitant au viol... Et tous les films pornos le sont). La lutte contre le viol peut-

elle prendre la place de celle pour la contraception et contre l'avortement, comme mot d'ordre central de masse ? C'est sans doute cela qu'il faut d'abord discuter. Personnellement, j'ai tendance à penser

qu'il n'entraînera aucun mouvement de masse, et plus, isolera le mouvement des femmes si le problème n'est pas traité dans le sens d'une prise en charge par le mouvement ouvrier et relié à tout un ensemble de revendication, féminines-féministes qui doivent elles-mêmes devenir partie du programme général de la révolution socialiste.

Michel Lequenne

CYNISME OU DESESPPOIR ?

Réponse à la lettre : « Camarades femmes, des solutions ! »

Ainsi, si j'ai bien compris, vous ne concevez que quatre rapports possibles entre hommes et femmes :

- la drague
- la prostitution
- la « phallogratie totale » (?)
- le viol.

C'est consternant.

Une solution pour vous mettre en concordance pratique avec vos idéaux socialistes ? En rigolant, on serait tenté de vous dire : le couteau électrique.

Mais plus sérieusement, c'est quoi pour vous être un « révolutionnaire socialiste » ? Comment ça se traduit concrètement dans vos rapports quotidiens avec les autres ? Et le respect de la dignité de chacun (du bébé au vieillard sans distinction de race ou de sexe) dans son indépendance, dans sa totalité, comme un être libre, égal à vous-même ? Et l'amitié, la solidarité, la tendresse ?

Pourquoi donc réduire les rapports possibles hommes/femmes à la sexualité génitale ?

plaisir à soi en abandonnant tout principe révolutionnaire, en « oubliant » de respecter les autres (sous prétexte que soi-disant « les révolutionnaires ne font pas de morale ». Tiens depuis quand ?) en oubliant l'amitié, la tendresse, en oubliant le socialisme que nous voulons. Se faire plaisir, c'est chouette, mais, moi, je dois dire qu'entouré par les cadavres des camarades palestiniens ou argentins, surveillé par les flics de Poniatowski, dans la jungle de cette société infecte, abjecte, j'y arrive de plus en plus difficilement. Et alors, j'ai plus envie de rigoler, j'ai envie de lutter. Pour pouvoir retrouver mon goût de vivre.

Société pourrie, plaisir gâché

Le plaisir, la sexualité n'est pas un domaine à part, dissociable du reste de la société. Société pourrie, plaisir gâché. Comment jouir parmi les cadavres ?

Et ça serait ça (le bordel, le viol... l'alternative à la lutte révolutionnaire que nous proposons certains blasés de la militance ? (d'une certaine militance : aristocratique, désinvolte, dilettante, spontanée et non issue d'un choix conscient). Il faut une sacrée dose de cynisme, d'inconscience ou de désespoir. Le plaisir des rapports humains, plaisir de se voir, de se parler, de se caresser, sans distinction de classe, de race ou de sexe ne se goûte réellement que dans la conscience de l'ignominie de cette société. C'est pour faire éclater ce plaisir, plaisir des rapports humains que je lutte.

Le respect, l'amitié, la tendresse, se conformer tous les jours aux objectifs socialistes que nous nous fixons, n'est-ce pas la revendication, le cri du mouvement des femmes aux hommes qui se prétendent socialistes ?

Hommes, faites dans les actes ce que vous dites en parole ! Devenez des révolutionnaires ! Et on s'aimera.

Militant PTT LCR Paris

1976



Les rapports de jungle

Il est vrai que dans cette société de classe, la dignité de chaque exploité - ouvrier, immigré, femme, soldat - est tellement bafouée quotidiennement qu'on finit par le tolérer ! Il est vrai que dans cette société inamicale, l'amitié existe si peu, les rapports de jungle dominant tellement ! N'est-ce pas aussi ça être socialiste ? Dans la lutte contre les rapaces, les chiens sanglants qui organisent et décident de nos vies, construire l'amitié, la solidarité entre nous. N'est-ce pas aussi ça « lutter contre la bureaucratie », contre l'autoritarisme, le sectarisme au sein du mouvement ouvrier ?

Etre un révolutionnaire socialiste, ça n'est pas de se permettre de faire n'importe quoi.

La défense du droit au plaisir de chacun est une cause juste. Plaisir de tous ! Et non la défense de son

UN APPEL DE LA DIFFUSION

La diffusion du quotidien signale aux lecteurs qu'ils doivent trouver le journal dans les principales villes touristiques, dans la plupart des stations balnéaires en France.

Rouge se trouve aussi à l'étranger :

Portugal : Lisbonne, Porto, Coimbra, Sétubal

Grèce : Athènes

Italie : dans les librairies Feltrinelli à Milan, Florence, Turin.

plus un certain nombre de kiosques près de lieux fréquentés à Milan, Rome, Naples, Turin.

Hollande : Amsterdam, Rotterdam, La Haye, Utrecht et encore en Suisse, Suède (Stockholm)

Le problème de la distribution est très important pour le maintien du quotidien pendant la période de vacances ; les grilles pour août ont été envoyées aux NMPP d. Mais des erreurs d'appréciation sont possibles.

C'est pourquoi un geste militant et de soutien serait important : aller voir le dépositaire NMPP de votre lieu de vacances pour savoir s'il reçoit régulièrement le journal, si le nombre lui suffit et surtout le chiffre de vendus pendant les vacances. C. renseignements nous serviront en outre pour l'année prochaine.

Téléphonez ou écrivez le plus rapidement : au journal Demandez Vincent ou Raphaël.